

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 285 - VENDREDI 25 MARS 2016

PÂQUERETTE PENSIVE

“La gauche est divisée!”. Je l’admets...
Mais la droite aussi :
LR, MODEM, PS, UDI, etc.

AGENDA MILITANT

→ 31 mars

Rennes [Sauver le code du travail ? Comment](#)
France [Manifestations et grèves](#)



→ 1er avril

Rennes [Pour la séparation de l'État et du Medef](#)

→ 2 avril

Paris [L'élection présidentielle est-elle compatible avec la démocratie ?](#)

→ => 4 avril

Rennes [Semaine du féminisme](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Europe

[Sauver et accueillir les réfugiés](#)

→ Travail Salarial

[Appropriation sociale, autogestion, commun.](#)
Guy Giani, Romain Testoris

Égalité et émancipation de tou-te-s : leviers d'un monde de paix et de coopérations

Les pensées vont d'abord aux victimes des attentats innombrables de Bruxelles, à leurs proches. De nouveau, le monde va manifester sa solidarité au pays ainsi frappé. De nouveau les médias font tourner en boucle sur les écrans ces images de désolation et renchérissent sur l'émotion – justifiée, certes -, mais ils sollicitent peu la réflexion sur les questions qu'appelle le cycle infernal de violences dans le monde.

Il y a quelques jours à peine, l'unique rescapé des massacreurs parisiens était interpellé à Bruxelles, médias et officiels vantaient les collaborations franco-belges fructueuses. Or la tuerie de mardi montre que la traque anti-terroriste, si elle aboutit à faire tomber des éléments d'un réseau, reste un coup d'épée dans l'eau. Cela tant que les solutions militaires l'emportent sur les modes de règlements politiques des conflits, et les intérêts géostratégiques et les ventes d'armes - sur les coopérations pour résoudre les inégalités sociales et économiques. Tant aussi que l'absence de perspectives crée un terrain favorable à la dérive de jeunes qui ne trouvent plus leur place dans nos sociétés ; ils peuvent alors, séduits par une pseudo “valorisation”, par une violence compensatrice de leur non-existence, tomber dans les filets de trafiquants d'idéologie, de pétrole et de gaz.

Ni les politiques austéritaires, ni l'état d'urgence à perpétuité – qui frappe aussi militants et manifestants -, ni la stigmatisation xénophobe, pas plus que le rejet européens des migrants ne favoriseront la sécurité, ni ne désamorceront les peurs et les haines.

La principale réponse apportée aujourd'hui au djihadisme consiste à perpétuer ce qui l'a provoqué. Les fondements sociaux et politiques de la violence sont niés. Valls réclame plus de fermeture des frontières et le fichage généralisé des voyageurs - renforçant ainsi la surveillance de tous -, contre toute lucidité sur un monde de plus en plus mobile et poreux. Le gouvernement français s'enferme dans cet aveuglement, pactise avec des régimes qui instrumentalisent l'islamisme pour leurs intérêts, refuse la part de responsabilité de sa politique étrangère et renvoie vers la population musulmane.

Solidaires des femmes et des hommes frappé-e-s par les crimes, mais aussi de celles et ceux qu'écrasent occupations, répressions et pilonnages militaires, agissons pour que l'égalité et l'émancipation de tou-te-s soient, partout, les leviers d'un monde de paix et de coopérations où il fasse bon vivre.

● Michèle Kiintz



Révolution et émancipation : quand le présent dépend de l'avenir

Pour s'extraire de la dictature du capitalisme, il ne suffit pas de résister. Se projeter sur un horizon et s'inscrire sur le temps long sont deux enjeux majeurs pour faire émerger un projet d'émancipation.

La tension sociale et politique que nous connaissons actuellement pose la question d'une alternative radicale en termes peut-être plus aigus qu'il n'y paraît. Les militants attachés à une alternative au capitalisme sont confrontés à un verrou. Même lorsqu'une volonté anticapitaliste est affichée, la vie politique tourne davantage autour d'un pragmatisme qui enferme, de fait, dans l'adaptation au système plus que dans sa subversion. Rarement ce que l'on appelle, par euphémisme, *adaptabilité* n'aura autant été présenté comme une vertu.

Les échecs des grands récits en "isme" du XX^e siècle nous lèguent une frilosité à l'égard non seulement des concepts et des tentatives de mise en cohérence, mais aussi à l'égard du principe même d'oser rêver autre chose, de se projeter au-delà de l'horizon du capitalisme. La "fin des idéologies", c'est-à-dire de toute construction intellectuelle cohérente, a été un thème de propagande récurrent durant les trente dernières années. Le manque d'analyse du passé, et surtout la peur de ne pas maîtriser l'avenir, enferment dans un présent qui nous échappe alors qu'au même moment nombre de mouvements de protestation posent de fait et avec une vigueur renouvelée l'aspiration à déboucher sur un autre horizon.

Ce manque d'avenir fait obstacle à une dynamique politique transformatrice et à un mouvement d'ensemble, qui dépasse la notion de convergences. Il induit une intelligence commune sans laquelle il n'y a pas de conscience de former un groupe social aux principales

caractéristiques communes, face aux forces du Capital. S'il y a dans des tentatives, des écrits, des discussions, des attentes qui signalent qu'il existe déjà des pratiques qui cherchent, il y a, au regard d'un avenir post-capitaliste, ce que l'on pourrait appeler du *déjà à l'œuvre* ou du *déjà là*. Mais pour dégager une capacité à produire une cohérence d'ensemble, il manque à ce *déjà là* du *pas encore là*. D'où vient ce manque de cohérence ?

Les échecs des grands récits en "isme" du XX^e siècle nous lèguent une frilosité à l'égard de l'idée même d'oser rêver autre chose, alors même que les mouvements de protestation posent avec une vigueur renouvelée l'aspiration à déboucher sur un autre horizon.

Temporalité et socialisation

Au compte de l'acharnement idéologique de la bourgeoisie, il y a la volonté de substituer à l'envie d'avenir un pragmatisme qui enferme dans l'adaptabilité. C'est le slogan de Margaret Thatcher : "*There Is No Alternativ*" (TINA). En 1968, les mots "philosophique" ou "théorique" signalaient un effort d'intelligence du réel ; aujourd'hui, ils sont devenus synonymes de "hors sol" ou de vouloir plaquer un dogme sur la réalité. L'Homme idéal n'aurait pas de principes. Il a l'échine suffisamment souple pour s'adapter.

Qu'est-ce qui a permis une telle involution ? Il n'y a pas eu que les adeptes du soviétisme qui au XX^e siècle attendaient que la société soit quasiment inéluctablement une marche vers le progrès social. Cette pensée a marqué profondément la culture politique depuis la Révolution française. Elle est présente dans des audaces prodigieuses, tel le programme du Conseil national de la Résistance ; et elle a été aussi dans la pensée découlant de la consommation, de l'hédonisme, de la croyance que le développement technologique allait produire unilatéralement du progrès social. Les idéologues du Capital ont eu alors l'habileté d'utiliser les crises et les impasses historiques que cette période a fini par engendrer pour détruire toute notion d'idéal, mais aussi, à travers cette destruction, pour éradiquer de l'imaginaire collectif toute inscription dans le temps long, comme outil pour se repérer dans la société.

Or, il n'y a ni socialisation, ni identité collective qui ne se situe sur le temps long. De quoi s'agit-il ? Que ce soit à titre individuel ou collectif, en matière de religion, d'historicité, de généalogie ou de communisme, nous nous situons tous comme ayant un passé qui commence avant notre naissance et un futur qui continuera après notre disparition. Cet axe du temps, selon la manière dont on s'y inscrit, est un soutien à la socialisation dans le double sens du mot : capacité à lire la société et capacité à s'y inscrire comme référent pour situer son identité. Ce que la bourgeoisie s'acharne à détruire. C'est pour elle un moyen de pérenniser sa domination au même titre que de ●●●

●●● s'acharner sur le Code du travail. Ses actions visent à empêcher les exploités et dominés de former un collectif. Il nous reste donc un passé uniquement muséographique, un futur inimaginable (il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme). De ce fait, le présent qui n'est plus sur une trajectoire temporelle repérable, n'est plus qu'un moment éphémère, jetable. Privé de sens, il devient illisible.

L'avenir éclaire le présent

À rebours, pensons à l'effet en retour que pourrait avoir la quête d'un autre devenir commun sur les constructions immédiates. Chaque révolution ou arrachement d'acquis structurels l'ont été aussi sous l'effet d'une autre vision de l'organisation sociale. C'est le cas pour les services publics, la Sécurité sociale qui répondent tous deux au principe "de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins". L'élaboration d'un tel principe a supposé la capacité à se projeter au-delà des limites mentales imposées par ce qu'était la société. Qu'est-ce qui pouvait animer les auteurs du programme du CNR dès 1943, quand l'urgence pouvait sembler toute autre ? On peut supposer que répondre à l'urgence passait par espérer un monde plus juste comme facteur de mobilisation contre le nazisme. Autre exemple : qu'y avait-il de commun entre Aragon et un ouvrier spécialisé tous deux membres du Parti communiste ? Ce n'était ni leurs préoccupations matérielles, ni leur rapport à la culture ou leur mode de vie. Le mot "valeurs" est trop flou pour l'expliquer ; plus exactement, il y a derrière ce mot des conceptions fondamentales tellement partagées qu'elles ne font plus discussion. C'est dans la projection d'une conception de la société possible, dans une vision commune de l'avenir qu'ils pouvaient se retrouver, avoir des référents communs et contribuer à la construction d'une culture qui permette aux intéressés de faire communauté. L'avenir revenait en rétro-action pour donner un sens commun au présent et à un sentiment collectif. Au-delà de la dimension strictement politique, c'était, dans chacun de ces deux exemples, une manière d'être.

Aujourd'hui, la conception la plus courante du processus transformateur tient à un étalement du présent, comme si

l'alternative au capitalisme allait se révéler au bout d'un cheminement comme une heureuse surprise. Nous suivons une chronologie qui est celle de l'enchaînement d'événements. Si, évidemment, les faits sociaux se succèdent dans le temps, la pensée qui rend possible les événements se projette dans le temps, et cela aussi bien dans l'avenir que dans le passé. Ceci n'est pas uniquement vrai dans le domaine politique. Les chercheurs scientifiques sont guidés par une tension, un désir vers une visée, quitte à ce qu'au fur et à mesure, leurs avancées les conduisent à modifier peu ou prou cette visée ou à lui donner une consistance qu'ils n'attendaient pas forcément. Au plan politique, je prendrais l'exemple des Lumières au XVIII^e siècle. Elles n'ont pas cherché à prédire la suite des événements mais en ont finalement décidé, dans la mesure où elles ont nourri le rejet de l'absolutisme, la reconnaissance du mérite par le travail et non par la nais-

Il n'y a ni socialisation, ni identité collective qui ne se situe sur le temps long. Que ce soit à titre individuel ou collectif, nous nous situons tous comme ayant un passé qui commence avant notre naissance et un futur qui continuera après notre disparition.

sance, l'inutilité des aristocrates, la fin du sacré et du divin - qui présidaient aux rapports d'obéissance - pour valider les structures de la société. Ainsi, la vision que l'on se fait de l'avenir vient donner du sens au présent et participe au rôle de la conscience. En cela, la célèbre formule "ici et maintenant" peut s'avérer ambiguë en contournant l'effort à faire de projection vers une mise en cohérence.

Le manque de volonté de prendre à bras le corps cette problématique est lié à une sous-estimation du rôle des représentations mentales. On pense trop qu'un programme dont l'éventail des mesures renvoie le citoyen à un

rôle de consommateur - on parle même de l'offre politique - serait mobilisateur. C'est ignorer la nécessité d'une tension vers une visée sans laquelle il n'y a ni mouvement, ni engagement de la part de l'individu. Lacan explique que le désir est davantage un moteur que le plaisir assouvi parce qu'il crée cette insatisfaction et tension vers autre chose. Cela ne dit pas qu'il ne faut rien obtenir mais que cette tension permet d'avancer d'acquis en acquis, de donner envie d'en avoir d'autres que l'on n'imaginait pas au départ. Un tel mouvement n'est bien sûr pas linéaire, il est fait d'expérimentations, de succès et aussi d'échecs dont il faut tirer les enseignements. Si l'on pense en termes de mouvement, la construction de ce mouvement pose immédiatement cette question : mouvement vers quelle orientation ? " *Commencer par les fins* ", a écrit le philosophe Lucien Sève.

Revenons sur une vision courante du présent. Les étudiants en Histoire se souviennent de la manière dont s'est imposée comme une évidence une certaine périodicité historique : il y aurait eu l'Antiquité, puis étape suivante, le Moyen-Âge, puis les Temps Modernes, etc., chacune de ces périodes étant présente à nos esprits comme autant de terres quasiment étanches les unes par rapports aux autres. Les seules références à des *transitions* étant l'examen des crises de régime. Il a fallu que l'on commence à se pencher sur les premiers siècles de notre ère pour que ce que certains appellent le Haut Moyen-Âge, d'autres l'Antiquité tardive, permette de mieux faire apparaître que le présent est un mouvement en cours. On ne se baigne pas deux fois dans la même eau, énonce le proverbe chinois.

Les obstacles à surmonter

C'est l'image que l'on se fait de soi-même qui détermine où l'on situe le niveau des possibles et de ses exigences.

Un premier obstacle est la prééminence des rapports délégataires. Ce que l'on désigne sous le vocable de "modèle social français" résulte d'un compromis, donc d'une cohabitation de forces syndicales, politiques qui se réclament de l'anticapitalisme et des forces du Capital. Complexité supplémentaire : meilleur a été le ●●●

●●● compromis pour les exploités, plus cette cohabitation conserve de la justification, et plus l'acceptation des structures d'intégration est grande. D'où une image de soi dépendante des "autorités" qui nous surplombent : sans parler du fait religieux, nous sommes citoyens français dans la mesure où l'État nous l'attribue. Si la contradiction fondamentale du capitalisme est qu'il inclut les exploités et dominés, c'est aussi notre contradiction à nous : la dépendance à l'État, autrefois, ne nous a pas apporté que des malheurs. De la même façon, beaucoup de salariés pensent que leur existence dépend d'un repreneur. C'est pourquoi il nous faut faire des efforts afin de nous arracher aux habitudes et à la culture dont nous héritons. Nous retrouvons la nécessité du temps long pour déconstruire des évidences très ancrées.

Un second obstacle est que l'urgence l'emporte sans cesse sur le temps long. Le Capital se reconstitue par la plus grande rapidité possible du retour sur investissement. Marx nous dit qu'il tire la plus-value du temps de travail impayé. Cela implique une course effrénée à l'accroissement de la productivité. Ce rythme du rendement des entreprises doit absolument se mettre au niveau de celui de la Bourse, ce que l'on appelle *en temps réel*, qu'il y ait une valorisation du capital tous les jours. Le temps de travail devient la première variable d'ajustement. La pression sur la rapidité met tous les salariés en tension vers une urgence après laquelle il faut continuellement courir. La pression exercée fait que cela devient une matrice pour que le présent devienne jetable et le temps long devient du temps perdu.

L'idéologie dominante colle au présent et interdit de se projeter dans le futur. Ainsi, le présent est pris entre un passé jugé

inutile et un futur incertain, et il devient le temps de l'urgence. Et l'urgence n'est jamais le temps de l'élaboration mais celui de la survie. Privés d'avenir, les discours n'ont plus que l'urgence pour être jugés "concrets". Or, l'urgence est un facteur d'atomisation des individus.

Il existe une sous-estimation du rôle des représentations mentales. On ignore la nécessité d'une tension vers une visée sans laquelle il n'y a ni mouvement ni engagement de la part de l'individu.

Elle circonscrit sur ce que l'on appelle désormais "son vécu", et non sur la production de commun, qui demande de prendre le temps nécessaire à l'analyse et à la réflexion à la fois individuelle et collective. De l'adaptabilité à l'impuissance et au manque de confiance en soi, le

pas est vite franchi. Or, aujourd'hui, tout discours tentant d'explorer une autre cohérence que celle - non dite- que nous vivons est jugée trop lointaine et abstraite. Combien de réunions de militants politiques ou syndicaux se tiennent sur la base de deux ou quatre minutes de temps de paroles ? Le souci louable de donner la parole à tous conduit à assimiler le mode de raisonnement à celui d'un spot publicitaire. Ou alors on se limite au témoignage, c'est-à-dire à la description du vécu qui tient lieu d'analyse. De ce fait, la créativité que suppose la politique, jugée trop lente, cède le pas à la répétition et la répétition à la mise en conformité.

Le numérique et l'enjeu démocratique

Ici vient se greffer un nouveau problème lié au développement du numérique. Ou, plus exactement, le numérique peut aggraver le problème précédemment évoqué. Il ne s'agit pas de diaboliser une technologie

mais de prendre en compte qu'une technologie n'est jamais neutre : elle porte en elle des conséquences sociales. Ce texte est écrit sur un ordinateur et va être lu sur d'autres micros après que le cyberspace ait joué le rôle de coursier. Ce qui est en cause ici est une mode acritique qui considère que, comme ce fut le cas hier avec l'imprimerie, il faudrait désormais tout vivre avec le tout numérique.

Il y a un enjeu de dimension anthropologique. Pour la première fois dans l'Histoire, il ne s'agit plus, pour assurer la production de biens, de prolonger la force musculaire mais de multiplier de façon considérable les opérations intellectuelles. Cela conduit à ce que le travail implique davantage de choix à faire, d'où une ouverture vers une plus grande autonomie du travailleur... ou son isolement en le transformant en pseudo-auto-entrepreneur. Cela ne peut que changer l'être humain. Mais le positif n'est pas unilatéral. L'avalanche de données, qui permet réellement un élargissement des connaissances, a pour contrepartie d'offrir la facilité de faire passer l'attente de l'accès à une donnée plus que celle

L'idéologie dominante colle au présent et interdit de se projeter dans le futur. Ainsi, le présent est pris entre un passé jugé inutile et un futur incertain. Il devient le temps de l'urgence, qui n'est jamais le temps de l'élaboration mais celui de la survie.

de construction d'un raisonnement. Ne confondons pas liberté d'accès et utilisation de cet accès en vue de la construction d'un raisonnement hors norme, c'est-à-dire nécessairement complexe. Des études de neurologues (et d'informaticiens) montrent que ce ne sont

pas les mêmes circuits neurologiques qui travaillent lorsque la lumière éclaire l'objet ou, comme c'est le cas avec les écrans télévisions ou ordinateurs, lorsque c'est l'objet qui produit sa propre lumière. Dans le second cas, c'est la fascination qui marque l'utilisateur... d'où d'ailleurs la difficulté plus grande à mémoriser un film vu à la télévision qu'au cinéma. ●●●

●●● Les circuits que la lecture traditionnelle a développés au fil du temps sont ceux de la concentration, de la réflexion et de l'abstraction. La navigation sur Internet atrophierait ces circuits au profit de circuits courts : ceux de l'alerte et de la survie. Le numérique nous habitue à un effort bref et immédiatement récompensé par un résultat ; la certitude de trouver un résultat sur Internet déshabitue de l'effort personnel et peut pousser à la compilation. S'il devenait le seul mode de recherche intellectuelle, il aiguiserait les circuits de l'alerte plus que de l'approfondissement et peut conduire au superficiel. Ici aussi, le temps long s'assimile au fastidieux ou au temps perdu. D'après des études (cf. bibliographie p. 5) , il semble que plus les liens hypertextes augmentent, plus on lit et on raisonne par fragments. Statistiquement, d'après une étude américaine, plus on lit sur le Net et moins on lit du fond. Si le numérique devenait le seul mode de lecture, il atrophierait le recours au long. La capacité à mettre en cohérence, à penser la temporalité de la société serait menacée. Celle-ci deviendrait illisible et tout effort d'éclairer l'immédiat à l'aide du fondamental, qui est du long terme, disparaîtrait. Soulignons cependant que la Révolution numérique n'est pas écrite d'avance : par nos usages, par notre recul et nos visions critiques, nous pouvons lutter contre l'aliénation numérique et faire du numérique un des vecteurs d'émancipation.

Un enjeu directement politique

La notion de possible est liée à une posture d'attente de quelque chose, d'une visée, ce qui n'est pas une posture statique mais qui renvoie à une projection vers un futur. Cette posture d'attente implique une arborescence de souhaits sinon de décisions à prendre. De là découlent des engagements. De là découle aussi la lecture de l'expérience. Sans cette projection, il n'y a plus de choix à faire mais seulement à s'adapter. La durée permet la rencontre, elle est facteur de socialisation et donc ouvre déjà sur de la possibilité d'émancipation au regard de la norme. Il ne s'agit pas d'un problème sans effet concret et immédiat.

Aujourd'hui, les approches politiques et les mouvements sociaux sont segmentés. Ils sont de plus en plus repliés sur le métier : tous les métiers de la SNCF

L'opposition à la loi El Khomri, par exemple, ne peut se limiter à défendre le Code du travail tel qu'il est : il n'a pas empêché la brutale dégradation du monde du travail. Nous avons besoin d'explorer tout de suite la possibilité d'un autre type de rapports de production.

ne font pas grève en même temps. Non seulement cela prête le flanc au reproche de corporatisme et isole chaque lutte les unes des autres, mais cela aggrave le caractère délégataire de la politique, réduisant son exercice à trouver les chapitres d'un programme comprenant une liste d'offres de services à des personnes sans dégager la cohérence qui est facteur d'union. Et toute la politique est ramenée à ce type de fractionnement et donc sur la seule "défense des acquis". Or, l'opposition à la loi El Khomri, par exemple, ne peut se limiter à défendre le Code du Travail tel qu'il est : il n'a

pas empêché la brutale dégradation du monde du travail. Si la meilleure défense est l'attaque, alors nous avons besoin d'explorer tout de suite la possibilité d'un autre type de rapports de production. De même, les débats politiques, au nom du "concret", ne sont plus centrés sur un débat de conception de la société mais sont enfermés par les échéances les plus proches. Toutes les forces politiques ou syndicales qui se revendiquent de la démocratie sociale et économique sont concernées. Ensemble dissocie l'immédiat de l'alternative et réduit cette dernière à un supplément d'âme, le Parti communiste n'ose plus parler de communisme. Quant aux expérimentations les plus concrètes, elles aussi se heurtent à cette absence : combien de coopératives finissent par être récupérées ? Les luttes plus globales comme Notre-Dame-des-Landes, l'alerte sur le climat ou la lutte contre l'état d'urgence en restent souvent à dire NON sans investir le champ de l'alternative globale pourtant posée par leurs interpellations.

Ces questions appellent à affronter temporalité et projection vers un au-delà du capitalisme. Loin d'être une question abstraite, c'est un enjeu majeur qui pèse sur le quotidien. Il est nécessaire de mieux mesurer la nécessité de prendre le temps de se projeter au-delà de notre horizon.



● Pierre Zarka

Bibliographie

- *Le temps de l'urgence*, Christophe Bouton, Éd. le Bord de l'eau, 2013.
- *De Karl Marx au siècle des catastrophes*, ouvr. collectif, Éd. de l'Éclat, 2011.
- *Accélération et aliénation. Vers une critique de la modernité tardive*, Hartmut Rosa, Éd. La Découverte, 2012.
- "Comment le capital capture le temps" in *Relire le Capital*, Franck Fischbach, PUF, 2009.
- *La dictature de l'urgence*, Gilles Finchelstein, Fayard, 2011.
- *La vitesse de libération*, Paul Virilio, Galilée, 1995.
- *Le futur et ses ennemis. De la confiscation de l'avenir à l'espérance politique*, D. Innerarity, Éd. Climat, 2008.
- Sur les nouvelles technologies : *Internet, ce qui nous échappe*, Coline Tison, Éd. Yves Michel, 2015, et *La tyrannie technologique*, (ouvrage collectif), Éd. de l'échappée, 2007.

À la réforme !

Il y a quelques semaines à peine, il était difficile, voire impossible d'échapper, dans une discussion politique, à quelques mots magiques : "2017", "présidentielles", "candidatures", "primaires", "Mélenchon". Et chacun y insistait : les élections sont dans 14 mois. Ça passe vite 14 mois ! C'est demain !

Et puis voilà que le temps se dilate : les élections, ce n'est plus demain. L'émergence d'un vaste mouvement social et politique, de rejet de la casse du Code du travail, mais, au delà du rejet, de la société qui va avec cette casse, change soudain la donne. Nul ne saurait dire aujourd'hui ce que sera la conjoncture politique au printemps 2017. C'est après. Après ce qui se passe. En ce moment même.

On est parfois soumis à ce paradoxe : pour qui voit la politique comme travail d'émancipation, les périodes électorales sont les moins bonnes pour en faire. Et le calendrier républicain est ainsi fait que presque chaque année, des élections, en veux-tu en voilà : comme si tout était fait pour rendre la politique impossible - ou, ce qui revient au même, pour l'assimiler à de vastes et permanentes campagnes électorales. Quant à la prise en charge par les salariés, les jeunes, les chômeurs et quelques autres, par les citoyens de leurs propres affaires, on verra plus tard. Mais plus tard, c'est aujourd'hui : on voit. On se met en grève, on pétitionne, on manifeste, on se réunit en assemblées générales, on débat, on discute, on analyse, on refuse, on propose, on affirme, on lutte : on exprime la puissance du peuple, on affirme la démocratie.

La jeunesse refuse ce qui semble être un projet de loi - mais qui est en fait un projet de société. Et contester un projet de société, c'est toujours déjà manifester des aspirations positives. La politique d'émancipation consiste toujours en un refus. Elle dit "non". Et en creux, elle énonce des aspirations.

Le mot "réforme" a pris depuis quelque temps un sens contraire à son sens usuel il y a une trentaine d'années. Son sens nouveau, en fait, est très ancien. Réformer quelque chose, en français classique, c'était lui redonner sa forme originare : réformer le droit du travail serait ainsi le ramener à l'époque qui précédait le Code du travail, la longue conquête de droits de résistance et de protection pour les salariés. À moins qu'on évoque un autre sens de ce mot, comme quand on dit "mettre à la réforme" pour dire "mettre à la casse". Dans les deux cas, c'est d'un modèle de société qu'il s'agit. Il fut aussi un temps, pas si lointain, où ce mot, "réforme", recelait une ambivalence : c'était une chose positive, une avancée, une amélioration des choses ; mais c'était aussi le

projet des "réformistes", de ceux qui s'imaginaient que la société pourrait changer à coups de réformettes, sans projet d'ensemble de renversement des pouvoirs - politiques, économiques et idéologiques - établis. La réforme s'opposait là à la révolution.

Ainsi donc, il y a quelque chose de proprement révolutionnaire dans le refus formel de la "réforme" proposée. Il ne s'agit ni d'accepter un retour à la case départ pour le monde

du travail, ni d'accepter que l'on puisse améliorer à la marge l'ordre existant ; il s'agit bien au contraire d'affirmer l'ambition d'une vie tout autre, qui ne ressemble ni à celle du passé, ni à celle du présent. Que des conditions nombreuses soient nécessaires à l'émergence de cette vie, c'est ce dont la conscience ne peut que croître, dès lors qu'en ne se résignant pas, la jeunesse, les salariés, le monde du travail et de sa précarité décident de ne pas s'en remettre au calendrier institutionnel des dominants pour la construire.

● Laurent Lévy



comme identité

La question de l'identité est aujourd'hui omniprésente. Identité nationale, identité sexuelle, revendications identitaires..., le souci de l'identité semble pénétrer partout, jusque dans les formules toutes faites du langage parlé. Qui n'a entendu un responsable quelconque déclarer que telle ou telle chose était "dans l'ADN" de son mouvement ou de son entreprise ? S'il est si souvent fait référence à l'identité, sans doute est-ce justement que celle-ci est moins évidente qu'elle ne le fut à d'autres époques. La question d'Hamlet "être ou ne pas être" n'est plus réservée aux planches des théâtres. Elle est dans toutes les têtes.

Un petit détour par la philosophie n'est pas inutile. La question de l'identité, de l'être et du non-être est l'une des plus anciennes de la pensée philosophique occidentale. Dans *Le Parménide*, Platon affirme : « *l'un, c'est l'un* ». Ce qui peut paraître une platitude est en fait le coup d'envoi de la pensée logique, qui repose sur les notions d'identité, de non contradiction et de tiers exclu. Pour la logique métaphysique $A = A$. Ou ce qui est vrai est vrai et ne peut pas être faux. La vérité est l'exclusion de l'erreur. Base élémentaire sur quoi peut s'édifier la raison et la science.

Mais déjà Platon perçoit la difficulté de cette affirmation apparemment simple. Car A est soumis aux aléas du réel. A change, évolue et n'est jamais tout à fait identique à lui-même. Il n'y a pas d'identité absolue. Platon trouve une solution en bâtissant son système des idées, formes parfaites dont les choses ne sont que les copies.

Hegel, penseur de la dialectique, cherche à dépasser cette logique formelle. « *Ce principe dans sa forme positive $A = A$ n'est d'abord que l'expression de la tautologie vide. On a remarqué avec justesse que cette loi logique était sans contenu et ne menait pas plus loin. (...) En se tenant à l'identité immobile qui s'oppose à la différence, elle se transforme en détermination unilatérale et privée de vérité.* »¹

Déjà, l'affirmation A n'est pas $\neg A$ suppose la contradiction et porte en elle l'embryon du mouvement. L'identité n'existe que par l'affirmation de la différence. La logique dialectique,

contrairement à l'idée qui en a été souvent donnée, ne nie pas la logique métaphysique. Elle l'intègre comme un moment nécessaire et va plus loin. $A = A$ mais aussi $\neg B$. A est aussi son contraire qu'il contient et dépasse.

Comme le note Henri Lefebvre, « *Pour pénétrer par la pensée dans le concret, il faut partir de l'identité, traverser la différence, la contradiction ; de même, pour pénétrer par l'expérience dans le réel, il faut partir de l'immédiat, des sensations, traverser les différences et les aspects contradictoires du réel plus profond, plus essentiel, pour retrouver par-delà toute unilatéralité, l'unité, le vrai.* »²

Pour en venir aux questions qui sont les nôtres aujourd'hui, l'identité existe, mais elle est toujours contradictoire et plurielle.

... l'identité existe, mais elle est toujours contradictoire et plurielle.

Dans son dernier livre (et dans l'entretien qu'il a donné à *Cerises*³), notre camarade Roger Martelli insiste sur le danger qu'il y a aujourd'hui à mettre en avant les questions d'identité, qui, valorisant les différences,

tendent à diviser, à opposer les uns aux autres. Il faut au contraire, explique-t-il, donner la priorité à la revendication d'égalité, qui unit.

Il a évidemment raison. La priorité, aujourd'hui comme toujours, est au combat de classe et à l'union des uns et des autres pour la conquête de l'égalité réelle.

Mais ce combat pour l'égalité, et pour la dimension universelle du combat émancipateur, est-il possible si on ignore les questions d'identité, telles qu'elles sont vécues par les individus et les peuples ?

C'est, à notre avis, une grande erreur de la gauche que de négliger ces questions. La façon dont la gauche par exemple n'a pas voulu, pour l'essentiel, se mêler du débat (évidemment instrumentalisé) sur l'identité nationale a certainement contribué à la mettre en position de faiblesse. ●●●

² Henri Lefebvre, *Logique formelle, logique dialectique*, Terrains, Éditions sociales, 1982, p. 110.

³ Voir *Cerises n°283*, à propos du livre de R. Martelli, *L'identité c'est la guerre*, éd. Les liens qui libèrent, 2016.

¹ Hegel, *Grande Logique*, II.32. cité par Henri Lefebvre, voir infra.

●●● Sans doute est-ce un effet de la tendance à "l'économisme" qui entache depuis longtemps le mouvement communiste et qui conduit à sous-estimer les questions culturelles, "idéelles", symboliques. Mais les travailleurs, les chômeurs ne sont jamais motivés seulement par leurs intérêts matériels et leurs revendications économiques. Contrairement à l'affirmation un peu rapide du *Manifeste* selon laquelle « *les prolétaires n'ont que leurs chaînes à perdre* », toute l'Histoire contemporaine montre que les peuples, et les plus pauvres, sont profondément attachés à leur identité, notamment nationale. Il y a même un nationalisme de ceux qui n'ont rien... Comme si les symboles étaient tout ce qui restait quand il n'y a plus rien... Il en va de même avec la religion.

Accéder à l'identité, c'est-à-dire être soi, est essentiel pour les individus comme pour les peuples. Ne pas se sentir soi-même, c'est justement ce qui définit le sentiment de l'aliénation. Or, il n'y a pas de libération possible sans reconquête de la dignité.

Dans *La Chanson de geste* que Pablo Neruda écrit pour saluer la Révolution cubaine (et qui vient d'être pour la première fois publiée en France⁴), il parle de « *ce besoin d'honneur* » qui mène les révolutions.

Les mouvements anticoloniaux et de libération nationale portèrent aussi ce combat pour la désaliénation et la dignité dont Frantz Fanon a dit l'importance.

Et la chose est toujours d'actualité, tant en Amérique latine qu'ici. Puissance coloniale, la France connaît elle aussi une forme de colonisation (organisée par ses "élites") qui nie son identité au profit de l'américanisation qui va de pair avec la mondialisation ultra-libérale. La question linguistique est ainsi en train de devenir une question politique... que les "politiques" en général esquivent. Elle constitue pourtant un bon tremplin de ce que pourrait être une pratique progressiste, voire révolutionnaire : combattre l'aliénation, sans repli

nationaliste, en défendant l'idée d'une langue vivante et ouverte aux autres. L'ouverture (qui implique par exemple d'accepter certains anglicismes quand ils sont utiles) ne voulant pas dire l'acceptation de la domination du "tout anglais", tel que le prône le Medef, et tel que le pratiquent la plupart des entreprises publiques et privées ou l'État, à travers par exemple la loi Fioraso, pour l'enseignement supérieur.

Comme le dit le poète de San Francisco, Lawrence Ferlinghetti, l'une des figures de la *Beat Generation*, « *Il faut être ouvert... mais pas au point que ton cerveau se mette à couler* ».

**Accéder à l'identité,
c'est-à-dire être soi,
est essentiel
pour les individus comme
pour les peuples.
Ne pas se sentir soi-même,
c'est justement
ce qui définit le sentiment
de l'aliénation. Or,
il n'y a pas de libération
possible sans reconquête
de la dignité.**

Autre exemple : la crainte du communautarisme conduit le plus souvent à défendre une conception abstraite et finalement impuissante de la citoyenneté. Alors que les citoyens ne sont jamais des individus abstraits et que le sentiment d'appartenance communautaire peut être un élément de la conscience civique. Nul ne veut être réduit à son être social, mais tous ont besoin de reconnaissance. C'est d'ailleurs pourquoi la demande de "respect" est si forte aujourd'hui. Se sentir fier d'être un jeune de banlieue ne conduit pas forcément à s'isoler sous son capuchon ni dans son verlan.

La question est celle de l'affirmation d'une identité ouverte sur la communauté la plus large. La conscience de classe par exemple n'a pas conduit la classe ouvrière à s'abstraire de la vie politique mais au contraire à y jouer pendant tout un temps un grand rôle parce qu'en luttant pour se libérer, elle était censée libérer toute la société. Le monde du travail peut retrouver une fierté, à condition de renouer, dans les luttes, avec le sentiment qu'il peut être le sujet de l'Histoire. Cela vaut aussi pour le sentiment national. On peut aimer son pays et le vouloir internationaliste. Ce nouveau sentiment de solidarité populaire ne saurait s'affirmer en oblitérant les différences d'origine, de sexe, de génération, de culture. Il peut naître au contraire de la volonté d'unir nommément les uns et les autres dans un combat commun pour l'égalité dans la diversité.

4. Pablo Neruda, *La Chanson de geste*, bilingue, coéd. Le Temps des Cerises / Abra pampa, 2016.



Indécent, provocateur et inhumain !

Ainsi est qualifié le salon de l'armement 2016 par les signataires d'une pétition adressée au Président et à son ministre de la guerre. Du 13 au 17 juin devrait se dérouler à Paris-Villepinte le salon international de l'armement Eurosatory : « *fabricants et marchands d'armes y rencontrent les clients des guerres de demain et répondent aux demandes sécuritaires des États.* » Entre 2014 et 2016 les ventes d'armes de la France ont été multipliées par 2,5, dont les trois quarts en 2015 à destination de l'Arabie saoudite... Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "Mondialité".



● **Débat au PCF.** Prévu pour juin, le congrès du Parti communiste doit être l'occasion d'un débat sur sa stratégie politique, notamment en vue des élections présidentielles et législatives de 2017. Evènement : un projet de "base commune" alternative vient d'être présenté par 121 militants. Ceux-ci considèrent qu'avec « *la proposition d'une "primaire à gauche" pour "écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts" et "faire émerger, pour l'élection présidentielle, une candidature commune" présentée comme le seul moyen de créer la surprise, de figurer et de l'emporter au second tour de cette élection* », la direction est engagée dans la « *recherche d'une candidature de consensus avec un Parti socialiste discrédité, reproduisant au final le schéma ancien de la gauche plurielle* ». Et si le congrès contribuait à aller, enfin, vers un Front de gauche populaire et citoyen ? Le texte est [ici](#).

● **Un ignoble marchandage.** L'Union européenne s'est élargie en fixant aux candidats à l'entrée des règles de bonne conduite en matière de droits de l'Homme... qu'elle bafoue : telle une peau de chagrin, l'UE a d'abord érigé l'espace Schengen - enclos dans l'enclos -, puis, depuis des mois, pays après

pays ont dressé mur sur mur. Et voilà maintenant concrétisé un « *ignoble marchandage* », avec l'accord signé avec la Turquie, à qui l'entrée dans l'UE est promis ainsi que 6 milliards à des ONG pour y parquer les réfugiés que l'Europe rejette. On est loin des paroles de l'hymne à la joie - *tous les hommes deviennent frères* - que l'Union européenne a fait sien, abusivement. Plus sur communistesunitaires.net, "rubrique" Europe.

● **Dérapage ?** Il y a une semaine, après le matraquage de lycéens et étudiants à Strasbourg, les charges de CRS à Paris, l'arrestation dans les locaux de l'université de Lyon, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (Snesup/FSU) condamnait « *fermement les interventions policières parfois très violentes qui se sont multipliées sur plusieurs campus* » et appelait les directions d'universités à faire respecter les franchises universitaires et la liberté d'expression sur les campus. Jeudi matin, devant un lycée de Paris, on a vu un CRS frapper un jeune, à terre, le frapper à nouveau, une fois relevé, et le faire tomber. « *Choqué* », Bernard Caseneuve affirme que le comportement de la police est très majoritairement tout autre. On ne doute pas que policiers et CRS auront à coeur de le prouver.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

